

Unité départementale de l'Artois  
Unité Départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet – Avenue de Paris  
62400 Bethune

Bethune, le 16/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NORTANKING**

RN 17

Lieu-dit "Le Bois des Mottes"

62880 Annay

Références : 372-2025

Code AIOT : 0007000799

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement NORTANKING implanté RN 17 Lieu-dit "Le Bois des Mottes" BP 5 62880 Annay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est réalisée dans le cadre des actions nationales 2025 - A.1 - Volet « perte d'utilité ». Elle a pour objectif de vérifier à quel point l'exploitant a anticipé ou négligé la perte d'utilité dans l'analyse des risques de ses installations permettant d'identifier ainsi les phénomènes dangereux susceptibles de se produire et dont les effets risqueraient de sortir des limites de propriété.

La liste des « utilités » est établie en fonction des activités du site et on y retrouve généralement la production de vapeur, de froid, d'azote, d'air comprimé, d'eau (décarbonatée, déminéralisée, brute), d'eau glycolée, la distribution de gaz naturel, la gestion des rejets aqueux, du bassin de confinement...

La plupart de ces installations font l'objet d'inspections périodiques incluant la vérification des asservissements par des organismes notifiés .

L'accent de la présente inspection est porté sur la perte d'électricité, dont la cause peut être interne ou externe à l'établissement. D'une manière générale, elle provoque l'arrêt de la quasi totalité des installations (pompes, automatismes, réfrigération, vannes...).

Dans ce cas, l'objectif est de vérifier que l'exploitant dispose d'une autonomie suffisante pour mettre et maintenir son site en sécurité pendant toute la durée possible de la perte d'électricité. Une référence d'environ 48 h doit être considérée.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORTANKING
- RN 17 Lieu-dit "Le Bois des Mottes" BP 5 62880 Annay
- Code AIOT : 0007000799
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt d'Annay-sous-Lens est spécialisé dans le stockage d'hydrocarbures (gazole et fuels).

Les activités exercées consistent à :

- la réception des produits pétroliers par camions ou barge ;
- le stockage des hydrocarbures dans 9 des 12 réservoirs aériens du site (capacité de stockage de 50000m<sup>3</sup>);
- l'additivation des produits en ligne;
- le remplissage des camions-citernes pour la distribution vers les clients.

Le site couvre une superficie d'environ 70 ha, il est bordé par le canal de la Deûle au nord et, par la nationale 17 au sud. L'établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 04/05/1984 délivré au bénéfice de la société DPCA. La société NORTANKING a repris l'exploitation de l'établissement en mars 2004 (récépissé du 18/03/2004). L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités mentionnées à la rubrique 47xx. Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) a été approuvé par arrêté préfectoral du 05/04/2013 ; il porte sur le territoire des communes de Annay-sous-Lens, Pont à Vendin et Estevelles. Le Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été approuvé par arrêté préfectoral du 24/09/2013.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La procédure d'exploitation « Risque perte d'utilité » P-ACP 023 ne semble pas finalisée. Dans un délai de 3 mois, il est attendu de l'exploitant de finaliser cette procédure en s'appuyant sur les procédures SGS existantes et notamment la procédure « Arrêt d'exploitation » comme évoqué en séance (le deux situations **partageant des caractéristiques de gestion des risques similaires**), afin de prendre en compte la problématique dans sa globalité et préciser ainsi les consignes pour la mise en sécurité du site dans le cas de panne de courant (une référence d'environ 48 h doit être considérée), permettant d'adapter, **conséquemment**, la formation des opérateurs.

La procédure doit comprendre aussi, la description de l'alimentation électrique du site, des équipements critiques, des onduleurs et équipements protégés, les scénarios de rupture de l'alimentation électrique, le retour à une situation normale, les autres utilités pouvant être perdues par effet de cascade du fait de la perte d'électricité...

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation P-ACP 023 « Risque perte d'utilité », créée le 25/04/2025. Il est en mesure : <ul style="list-style-type: none"><li>• de lister les utilités, les risques génériques liés aux pertes d'utilités, la liste des équipements vulnérables,</li><li>• présenter la localisation des utilités sur le plan de l'organisation générale de l'exploitation.</li></ul> La perte d'électricité et ses conséquences figurent dans la notice de ré-examen de l'étude de dangers du dépôt d'hydrocarbures, version 3 septembre 2024.  Sur la base de la description figurant dans la notice de ré-examen de septembre 2024, version 3, l'exploitant a confirmé que pour les activités du dépôt, l'électricité n'est utilisée que pour le fonctionnement des pompes des stations de chargement des camions et de déchargement des barges. A l'occasion de l'inspection, il a annoncé que le poste de déchargement des barges a été remis en état de fonctionnement en avril 2024 par la société KSB.

**Le site possède une seule alimentation électrique et en cas de perte d'électricité, l'ensemble des installations s'arrêtent :**

- il n'y a pas de chargement de camions ; les électrovannes sur les bras de chargement et les pompes de chargement se coupent. Les vannes à sécurité positives à l'entrée et à la sortie des bacs se ferment,
- il n'y a pas de dépotage de barge.

L'ensemble des installations ainsi arrêté, il ne peut y avoir de surpression dans les équipements liés à la perte d'électricité (une vanne à sécurité positive fermée et une pompe en fonctionnement).

D'après la procédure d'exploitation « Risque perte d'utilités » P-ACP 023, la coupure d'électricité impacte les systèmes informatiques et les moyens de communications. Le site dispose de deux onduleurs et batteries pour alimenter pendant minimum 2 h :

- le réseau informatique afin de « sortir » les bons de chargements qui seraient en cours, ainsi que l'état des stocks à l'instant T pour le SDIS,
- l'alarme incendie et l'avertissement sonore,
- l'automate central de sécurité pour la gestion des alarmes et le report sur téléphone portable du système de détection automatique d'incendie.

Pour l'arrivée des secours, le portail possède un mode débrayable manuellement qui permet l'accès au site.

Pour contacter le fournisseur d'électricité, l'accès est accessible à distance via la plateforme internet du fournisseur.

**Le réseau de défense incendie ne dépend pas de l'alimentation électrique.** Le site est équipé de moteur diesel autonome afin de fonctionner sans électricité avec démarrage sur jeu de batterie pour la partie alimentation du réseau incendie. L'actionnement des organes de sécurité est manuel à l'aide des vannes sur la partie manifol incendie.

**La perte d'air comprimé**, alimentant le réseau « air instruments » provoque la mise en sécurité (position de sécurité pré-déterminée) des automatismes à commande pneumatique (vannes VSP). L'exploitant dispose d'un seul compresseur d'air comprimé. En cas de problème sur ce compresseur, la société de maintenance MTMI peut intervenir en 2 h. Les vannes critiques ne disposent pas de leur propre réserve d'air. La défaillance du compresseur entraîne donc un fonctionnement dégradé du site. Les consignes en fonctionnement dégradé, expliquées en séance sont :

- finir les opérations en cours,
- pendant le temps de remplacement du compresseur, estimé à 2 jours, une vigilance accrue est exigée pour fermer les vannes manuelles (les vannes manuelles pallient la défaillance des vannes automatiques de sécurité).

La procédure « Risque perte d'utilités » stipule : « Le compresseur sert en exploitation normale pour l'ouverture/fermeture des VSP en pied de bac ; si perte de l'air comprimé, fermeture automatique des vannes, le site peut être exploité en manipulant les vannes manuellement ».

**Lors de l'inspection, la solution d'un compresseur de secours a été évoquée afin d'éviter ce mode dégradé. Il a été convenu que l'exploitant analyserait cette problématique, pour déterminer une**

<p><b>solution et formuler les recommandations de sa mise en œuvre.</b></p> <p>La procédure P-ACP 023 « Risque perte d'utilité » récemment créée répond globalement aux attentes. Elle doit toutefois être finalisée et rattachée aux procédures existantes notamment celles qui concernent la mise à l'arrêt et le redémarrage des installations.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La procédure d'exploitation « Risque perte d'utilité » P-ACP 023 ne semble pas finalisée. Il est attendu de l'exploitant de finaliser cette procédure en s'appuyant sur les procédures SGS existantes et notamment la procédure « Arrêt d'exploitation » comme évoqué en séance (les deux situations <b>partageant des caractéristiques de gestion des risques similaires</b>), afin de prendre en compte la problématique dans sa globalité et préciser ainsi les consignes pour la mise en sécurité du site dans le cas de panne de courant permettant d'adapter, <b>conséquemment</b>, la formation des opérateurs.</p> <p>La procédure doit comprendre aussi, la description de l'alimentation électrique du site, des équipements critiques, des onduleurs et équipements protégés, les scénarios de rupture de l'alimentation électrique, le retour à une situation normale, les autres utilités pouvant être perdues par effet de cascade du fait de la perte d'électricité...</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme décrit dans les points ci-dessus, en cas de perte d'électricité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la mise en sécurité du site est automatique, conformément à l'étude de dangers,</li> <li>le secours sur batterie de l'informatique et de l'automate de sécurité, permet de sauvegarder les dernières données concernant les niveaux d'hydrocarbures (l'état des stocks) et d'assurer les alarmes et leur report pendant 2h,</li> <li>conformément à l'engagement de l'exploitant, la procédure d'exploitation P-ACP 023 « Risque perte d'utilité » sera complétée par des consignes spécifiques concernant la surveillance du site par le gardien et les opérateurs.</li> </ul> <p>En fonctionnement normal, une liste de points de contrôle, comprenant les équipements de</p>

<p>sécurité y compris les MMR, l'environnement, le quai de dépotage, le parc à bacs, le quai de chargement et pomperie... est établie (Réf. : Imprimé I-SGS/03). Elle est déroulée tous les matins à l'ouverture du site. Celle réalisée le jour de l'inspection a été expliquée en séance. Elle contient, entre autres, les contrôles réalisés dans les locaux incendie et sur les vannes manifold, la purge des circuits d'air des vannes VSP (la périodicité des tests des vannes VSP est hebdomadaire), le contrôle de pression manomètre du compresseur d'air...</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Lors de l'inspection, la nécessité d'une analyse sur la mise sous alimentation de secours de l'éclairage de la salle POI a été relevée. L'exploitant intégrera les conclusions de son analyse dans la procédure d'exploitation P-ACP 023 « Risque perte d'utilité » finalisée.</p> <p>Il veillera également à détailler les mesures adoptées afin de palier à l'absence de report des alarmes au-delà de la durée de fonctionnement des onduleurs (2h).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li> <li>-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</li> <li>-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</li> </ul>

L'ensemble des contrôles, les vérifications et les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

**Constats :**

La mise en sécurité du site est automatique.

L'exploitant est en mesure de présenter les rapports de visite de maintenance préventives du système de détection automatique d'incendie, comprenant les batteries, les détecteurs automatiques, les reports et télétransmissions, les essais réels.

Les opérateurs remplissent quotidiennement la fiche (réf. : Imprimé I-SGS/03) à l'ouverture du dépôt.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Récemment mise en place, la procédure « Risque perte utilités » devra faire l'objet d'une formation spécifique des opérateurs.

**Type de suites proposées :** Sans suite